



## **Réponse d'AT&T Global Network Services France au document consultatif de l'ARCEP : Éléments de réflexion et premières orientations sur la neutralité de l'internet et des réseaux.**

13 juillet 2010

### **Introduction**

AT&T Global Network Services France SAS ("AT&T") fait respectueusement part de ses commentaires sur le document consultatif public de l'ARCEP relatif à la neutralité du Net et des réseaux de communication électronique ("Document de consultation").

Présente dans le monde entier sous la marque AT&T, sa maison mère, AT&T Inc., est, par l'intermédiaire de ses filiales, un fournisseur mondial de services de communication IP (Internet Protocol) destinés aux entreprises et, aux États-Unis, l'un des premiers fournisseurs d'accès Internet sans fil et haut débit, de services locaux et longue distance de communication vocale, ainsi que de services de publication d'annuaires et publicitaires. Son service de télévision sur IP (IPTV) est en pleine expansion. AT&T Inc. exploite l'un des réseaux mondiaux les plus avancés du globe, acheminant en moyenne un total de plus de 18,7 péta-octets de trafic IP et de données par jour ouvré, soit l'équivalent d'un téléchargement de 3,1 méga-octets pour chaque homme, femme et enfant de la planète. Implantée dans des pays représentant 97 % de l'économie mondiale, AT&T Inc. possède une vaste expérience en tant qu'opérateur alternatif ou opérateur historique, exploitant de réseaux fixes et mobiles, ainsi que dans le secteur en pleine expansion de la convergence des technologies et des services.

En France et dans les autres États membres de l'UE, AT&T Inc., par l'intermédiaire de ses filiales, est un fournisseur alternatif de services de communication électronique pour entreprises dans les États membres, ainsi que l'un des premiers fournisseurs de services bilatéraux entre les États-Unis et tous les États membres de l'UE.

AT&T se réjouit d'avoir l'opportunité d'exprimer son point de vue dans le cadre de cette consultation publique sur la neutralité du Net. AT&T espère que ses réponses aideront à formuler une stratégie saine pour le développement de la Société de l'information en France, en permettant aux acteurs du marché d'investir dans des infrastructures et des services bénéfiques tant pour les consommateurs que pour les entreprises.

## Résumé

AT&T est convaincue que la finalité d'un Internet ouvert représente la mise en place d'un écosystème permettant aux utilisateurs d'échanger des idées et de communiquer librement. Il doit leur permettre d'accéder librement aux applications et au contenu licites qu'ils souhaitent utiliser, ainsi que de choisir et d'assembler des services et des équipements conformes à leurs besoins.

Les décisions antérieures des gouvernements en vue d'éviter une réglementation superflue du Net sont confortées chaque jour par son expansion spectaculaire et sa contribution remarquable à la culture, à la vie politique et au développement économique dans le monde. Partant d'un réseau permettant uniquement le téléchargement de fichiers et l'accès à des ordinateurs universitaires ou gouvernementaux distants, l'Internet a évolué pour devenir un réseau commercial mondial très vivant, qui offre désormais d'innombrables services différents à des millions de fournisseurs de contenu et d'applications, et à des milliards d'utilisateurs dans le monde.

Le Net est devenu le moteur le plus puissant de la croissance économique de notre époque, précisément parce que les gouvernements ont autorisé les acteurs du marché à façonner son évolution, sans les contraintes d'une réglementation qui aurait figé certaines technologies ou certains modèles technologiques. Et il y aura vraisemblablement d'autres évolutions vives en réponse au changement technologiques et à la demande des consommateurs. En fait, il y a tout lieu de penser que les 40 prochaines années de l'Internet seront tout aussi dynamiques que les 40 dernières. Pour éviter de brider la croissance et le développement futurs de l'Internet, à moins que des problèmes réels et de préjudices soient spécifiquement avérés, la réglementation du Net doit se limiter à la protection des libertés fondamentales du consommateur. Elle doit également rester associée à l'ouverture et à la valeur pour le client qui ont toujours régi le fonctionnement de l'Internet.

En conséquence, AT&T considère qu'une réglementation dogmatique relative à la « neutralité du Net » n'est justifiée par aucun problème réel. Compte tenu des nouveaux pouvoirs attribués aux autorités nationales de réglementation par la directive de l'UE *relative au service universel et aux droits des utilisateurs concernant les réseaux de communication électronique*, les problèmes potentiels peuvent être facilement résolus par les autorités nationales de réglementation si une défaillance du marché devait effectivement se produire.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Directive 2009/136/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe, 25 novembre 2009.

Certes, il n'existe aucune preuve d'une défaillance du marché provoquée par un acteur dominant abusant de son pouvoir ni de pratiques monopolistiques d'un acteur individuel qui n'aient été corrigées rapidement par l'application de mesures et de procédures réglementaires existantes.

Rien ne justifie la prétention selon laquelle la gestion du trafic ou la définition de priorités menaceraient la "neutralité" historique du Net et nécessiteraient une nouvelle réglementation dogmatique. Comme nous le verrons dans ces commentaires et dans le complément technique joint [en version anglaise, sous le titre : Engineering background], la gestion du trafic et d'autres techniques d'administration pour assurer la qualité de service de certaines applications Internet sont largement mises en œuvre depuis de nombreuses années sans jamais avoir suscité de controverse. De plus, la convergence rapide de toutes les communications électroniques sur la plate-forme IP et l'engorgement croissant des réseaux rendront ces pratiques de plus en plus importantes dans le futur. C'est le cas, notamment, des utilisateurs de services mobiles hauts débits. En effet, les opérateurs mobiles dépendent largement des techniques de gestion de réseau pour éviter ou résoudre les problèmes de réseau ou de congestion, ainsi que pour permettre l'utilisation d'applications sensibles à la latence.

En conséquence, AT&T craint que les propositions du document consultatif visant à restreindre la gestion du trafic et la différenciation du trafic par les FAI ne tiennent pas compte du fait que ces pratiques sont appliquées depuis de nombreuses années dans le monde sans jamais avoir suscité de controverse. De telles règles auraient pour corollaire des coûts et des difficultés pratiques importants pour les opérateurs soumis à ces exigences, et saperaient les objectifs les plus pressants de la France : étendre le déploiement du haut débit et l'investissement dans les technologies et les services associés.

Des investissements massifs et permanents dans la fibre optique, les réseaux sans fil et les autres infrastructures réseau sont déjà impératifs dans tous les pays pour accroître la bande passante et les fonctionnalités Internet disponibles à tous les consommateurs. De nouveaux investissements importants sont nécessaires pour accompagner l'augmentation sans précédent du trafic Internet, répondre aux exigences croissantes d'un trafic dont la composition évolue constamment et étendre les réseaux hauts débits pour améliorer la disponibilité des services hauts débits.<sup>2</sup> Surtout, pour financer ces investissements et étendre

---

<sup>2</sup>

Selon un rapport publié récemment par Cisco, le trafic IP dans le monde doit quadrupler entre 2009 et 2014. La nature du trafic Internet évolue également, imposant des charges à la fois nouvelles et plus lourdes aux réseaux sous-jacents. Par exemple, Cisco estime que la vidéo représentera plus de 90 % des données échangées par les consommateurs et 66 % du trafic de données mobile dans le monde d'ici

l'adoption du haut débit, tous les opérateurs de réseau doivent pouvoir présenter aux consommateurs des services attractifs et financièrement intéressants.

Se fier uniquement à l'accroissement de capacité pour faire face à l'augmentation du trafic Internet nécessiterait la construction d'installations supplémentaires importantes. Cela conduirait inévitablement à la nécessité d'une augmentation des prix pour le consommateur et, en conséquence, un ralentissement de l'adoption du haut débit, même s'il était possible pour les opérateurs d'éviter l'utilisation de techniques de gestion par le simple ajout d'installations supplémentaires. Cependant, compte tenu de l'expansion constante de services exigeants en termes de bande passante, ainsi que des pics sans cesse plus imprévisibles de trafic Internet, la construction de nouvelles installations serait insuffisante à elle seule pour préserver la capacité et la qualité des services. En conséquence, les FAI doivent privilégier les pratiques de gestion du trafic permettant de préserver les services. Ils ne peuvent pas considérer ces techniques comme "exceptionnelles" au sens voulu par le document consultatif.

L'efficacité des techniques actuelles de gestion du trafic serait considérablement pénalisée si les opérateurs étaient tenus de démontrer que l'application de ces techniques répondait aux conditions vagues de "pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et non-discrimination". De nouvelles formes d'applications et de services sont déployées chaque jour sur le Net. Leur incidence sur la capacité disponible est très variable et peut pénaliser le consommateur. Toute exigence de défendre la moindre décision particulière de gestion de réseau serait soumise à une difficulté réglementaire potentielle et à des conjectures pouvant amener les opérateurs à appliquer ces techniques avec une prudence excessive, voire à réduire purement et simplement leur application. Cela limiterait le débit et la richesse fonctionnelle des services Internet et, en conséquence l'utilité et l'intérêt de l'Internet pour tous les usagers. Si le document consultatif autorise les services gérés appliquant la priorisation du trafic, ceux-ci doivent être fournis dans le respect de conditions réglementaires spécifiques exigeant vraisemblablement des installations séparées réduisant sensiblement les goulets d'étranglement, mais augmentant les coûts et les prix facturés aux utilisateurs. La principale victime d'une telle approche serait la convergence de services

---

2014. Cisco Visual Networking Index : Forecast and Methodology, 2009-2014, consultable sur [http://www.cisco.com/en/US/solutions/collateral/ns341/ns525/ns537/ns705/ns827/white\\_paper\\_c11-481360\\_ns827\\_Networking\\_Solutions\\_White\\_Paper.html](http://www.cisco.com/en/US/solutions/collateral/ns341/ns525/ns537/ns705/ns827/white_paper_c11-481360_ns827_Networking_Solutions_White_Paper.html). Une minute de vidéo nécessite 10 fois plus de bande passante que la voix. Kleeman, Michael, "Point of Disconnect," Université de Californie, San Diego, 30 août 2007, consultable sur <http://cpe.ucsd.edu/assets/013/6535.pdf>

vocaux, vidéo et autres sur la plate-forme IP servant à la distribution des nouveaux services sur le Net dans le monde.

Plutôt qu'opter pour une nouvelle réglementation dispendieuse sans disposer de preuves fondées sur des données crédibles d'une défaillance du marché nécessitant une telle approche, AT&T préconise une approche fondée sur la première orientation stipulée dans le document consultatif. Selon celle-ci, les FAI seraient tenus de respecter des principes orientés vers le consommateur. En conséquence, ils devraient permettre aux utilisateurs finaux d'échanger le contenu de leur choix, d'utiliser les services et d'exécuter les applications de leur choix, enfin, de connecter le matériel et d'utiliser les programmes de leur choix, dès lors qu'ils ne nuisent pas au bon fonctionnement du réseau. Ces principes sont similaires à ceux adoptés par les institutions de l'UE en 2009 et par la FCC (Federal Communications Commission) aux États-Unis en 2005.<sup>3</sup>

Cette approche préserverait l'ouverture du Net, mais également les incitations pour les fournisseurs d'accès haut débit à effectuer les investissements massifs nécessaires pour accélérer le déploiement du haut débit. Elle les encouragerait également à investir dans les réseaux gérés « intelligents » de nouvelle génération nécessaires pour prendre en charge les innombrables nouvelles applications Internet qui, non seulement enrichiront notre vie quotidienne, mais nous permettront d'être en meilleure santé, plus en sécurité, plus soucieux de limiter notre consommation d'énergie et plus prospères.

Outre la nécessité de respecter ces principes, les organismes de réglementation devraient surveiller le marché, afin de déceler l'apparition de problèmes réels. Au cas où des mesures correctives s'imposeraient, elles devraient être documentées au cas par cas selon les problèmes particuliers identifiés. Comme le font observer l'OCDE et de nombreux économistes, une réglementation fondée sur l'hypothèse d'un préjudice futur est à la fois prématurée et potentiellement néfaste.<sup>4</sup> De même, la Vice-présidente de la Commission européenne Neelie Kroes a fait observer à la conférence de l'ARCEP, qui s'est tenue à Paris le 13 avril 2010, que « nous devons éviter de prendre des mesures superflues susceptibles

---

<sup>3</sup> Voir : FCC Policy Statement, *Appropriate Framework for Broadband Access to the Internet over Wireline Facilities*, 20 FCC Rcd. 14986 (2005) ("Internet Policy Statement"), à l'adresse suivante : [http://hraunfoss.fcc.gov/edocs\\_public/attachmatch/FCC-05-151A1.pdf](http://hraunfoss.fcc.gov/edocs_public/attachmatch/FCC-05-151A1.pdf).

<sup>4</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, *Internet Traffic Prioritisation : An overview*, 6 avril 2007, document consultable sur <http://www.oecd.org/dataoecd/43/63/38405781.pdf> (concluant qu'il serait « prématuré pour les gouvernements de s'impliquer au niveau de l'échange de trafic entre les réseaux et d'exiger un traitement neutre des paquets de la part des fournisseurs de contenu »).

d'empêcher l'émergence de nouveaux modèles économiques performants. »<sup>5</sup> Les pouvoirs publics doivent suivre une approche prudente similaire dans cette procédure.

### **Réponse aux questions 1 et 2 : Définitions proposées et contexte**

Le document consultatif fait référence à un "principe de neutralité" "largement accepté par les intéressés" et incluant l'exigence que les "demandes d'acheminement de données adressées au réseau dans des conditions équivalentes doivent faire l'objet d'un traitement égal par celui-ci."<sup>6</sup> Le document consultatif précise en outre que ce principe « est lui-même confronté à une série de restrictions, telles que le fait de devoir protéger le réseau contre les attaques, ainsi que les problèmes de trafic, la nécessité de mettre en place des mécanismes pour la mise en conformité avec les obligations légales... ».<sup>7</sup>

AT&T fait toutefois observer que le Net n'a jamais suivi le principe d'un traitement complètement identique des différentes applications et des différents contenus. Plus précisément, comme le décrit le complément technique ci-joint, les fournisseurs de contenu disposant des ressources financières nécessaires s'abonnent depuis longtemps à des services réseau spécialisés, afin de distinguer leur propre trafic du reste du trafic Internet. Ils peuvent ainsi offrir à leurs utilisateurs finaux un accès Internet beaucoup plus performant qu'en l'absence de ces améliorations de la qualité de service.

Il y a près de trente ans, l'Internet Engineering Task Force (IETF), l'organisme qui définit les normes de l'Internet, a inclus un concept appelé « classe de service » dans le protocole Internet (IP, Internet Protocol), afin de pouvoir rendre prioritaires les applications en temps réel et les applications exigeant des performances élevées.<sup>8</sup> En 1994 et en 1998, l'IETF est allée plus loin en créant le concept DSCP (Differentiated service code point, ou DiffServ). Entre-temps, elle a incorporé une version encore plus évoluée de cette fonctionnalité dans le protocole IPv6.<sup>9</sup> Les avocats de la "neutralité du Net" qui soutiennent qu'aucun paquet Internet ne doit bénéficier d'une qualité de transmission différente des autres

---

<sup>5</sup> Voir Communiqués de presse EUROPA,

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/153&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>.

<sup>6</sup> Document consultatif, p.6.

<sup>7</sup> Id. pp.5-6.

<sup>8</sup> Voir Information Sciences Institute, *Internet Protocol DARPA Internet Program Protocol Specification*, RFC 791, page 11 (septembre 1981), document consultable sur <http://www.ietf.org/rfc/rfc0791.txt>.

<sup>9</sup> Pour une présentation générale, voir James F. Kurose & Keith W. Ross, *Computer Networking : A Top-Down Approach* 367 (5e éd. 2010).

– que celle-ci soit le résultat d'une garantie de débit ou de réduction de la perte de paquets, de la latence ou de l'effet de gigue – ne font que tenter de réécrire les normes ouvertes, validées par l'IETF, qui ont apporté à l'Internet le succès considérable qu'on lui connaît en prenant en charge des services multiples à des vitesses de transmission variables.

Les fournisseurs d'accès haut débit vendent depuis longtemps des accès prioritaires aux entreprises, notamment aux fournisseurs de contenu, afin que le contenu Internet exigeant des performances élevées et autre soit géré de manière adéquate par leur réseau. Ces services exploitent les techniques d'attribution de priorité aux paquets au niveau de plusieurs couches de protocole, telles que DiffServ sur la couche IP et des dispositifs analogues sur d'autres couches, telles que les protocoles ATM, Ethernet et MPLS. Les fournisseurs d'accès haut débit ont recours aux mêmes technologies de différenciation des services sur le marché résidentiel, afin de garantir la qualité de service dans les applications IP et le contenu exigeant des performances élevées. C'est le cas, par exemple, de la télévision et de la voix sur IP, qui sont offertes aux consommateurs via la même infrastructure physique que le service Internet non critique. Outre ces techniques d'attribution de priorité existant de longue date, les fournisseurs d'applications et de contenu disposant des ressources financières nécessaires pour s'abonner à *des* services auprès de "réseaux indépendants de distribution de contenu" (CDN) tels qu'Akamai ou Limelight - ou pour construire les leurs, tels que Google ou d'autres grands fournisseurs de contenu, bénéficient d'un avantage considérable en matière de performances sur leurs rivaux ne disposant pas de telles ressources.

Les fournisseurs de contenu explorent sans cesse de nouveaux moyens, plus évolués et plus économiques, de distribuer toujours plus efficacement leur contenu nécessitant une bande passante énorme et des performances élevées, depuis l'hébergement chez un CDN, en passant par le stockage du contenu sur serveurs cache au cœur même des réseaux d'accès jusqu'à la diffusion avec réplique instantanée des différentes copies au cœur de ces mêmes réseaux d'accès.

Tout comme il n'y a rien de nouveau dans les pratiques réseaux assurant la qualité de service d'applications ou de contenu Internet particuliers, les craintes que ces pratiques ne constituent une menace quelconque pour l'ouverture de l'Internet sont parfaitement infondées. Au contraire, ces pratiques prolifèrent depuis des années sans susciter de controverse, et le Net est plus sain, plus fonctionnel et plus ouvert qu'il ne l'a jamais été. Par exemple, en seulement quelques années, les nouvelles applications pour réseaux sociaux et les sites multimédia connaissent une croissance exponentielle de leur fréquentation :



- le géant de la vidéo YouTube n'était pas né en janvier 2005. Pourtant, aujourd'hui il diffuse chaque mois près de 10,5 milliards de vidéos aux États-Unis. Récemment, il a commencé à proposer des vidéos HD avec une définition de 1080p.<sup>10</sup>
- le réseau social Facebook, créé en 2003 et confiné aux campus universitaires jusqu'en 2005, affiche aujourd'hui 350 millions d'utilisateurs et est estimé à plus de 10 milliards de dollars.<sup>11</sup>
- Twitter, qui n'existait pas en 2005, est aujourd'hui le réseau social le plus utilisé avec 55 millions de visites mensuelles.<sup>12</sup>
- Enfin, Amazon.com, qui a commercialisé son premier Kindle à l'automne 2007, a révolutionné la manière dont des millions de personnes achètent et lisent les livres, les périodiques et le contenu des blogs. Amazon a en outre déjà suscité l'apparition de plusieurs services concurrents.<sup>13</sup>

Ces fournisseurs de contenu et d'applications, et bien d'autres, ont transformé le Net et la société en général en profondeur, sans aucune entrave de la part des fournisseurs d'accès haut débit et sans nécessiter aucune nouvelle réglementation. En effet, le Net doit largement son succès aux centaines de milliards investis par les fournisseurs d'accès dans des infrastructures réseau haut débit afin de répondre aux besoins de ces applications. De même, les services mobiles 3G connaissent une croissance exponentielle et ce marché mobile peut s'enorgueillir de toute une gamme de plates-formes ayant donné naissance à des centaines de milliers d'applications créées par des développeurs indépendants.

---

<sup>10</sup> Voir *1080p HD Is Coming to YouTube*, blog YouTube, 12 novembre 2009, <http://youtubeglobal.blogspot.com/2009/11/1080p-hd-comes-to-youtube.html>

<sup>11</sup> Facebook, salle de presse, statistiques, <http://www.facebook.com/press/info.php?statistics>; Douglas McIntyre, *Facebook gets funding offer from Russian private equity firm*, Daily Finance, 23 mai 2009, <http://www.dailyfinance.com/2009/05/23/facebook-gets-funding-offer-fromrussian-private-equity-firm/>.

<sup>12</sup> Andy Kazeniak, *Social Networks : Facebook Take Over Top Spot, Twitter Climbs*, Compete.com, 9 février 2009, <http://blog.compete.com/2009/02/09/facebook-myspace-twitter-social-network/>.

<sup>13</sup> Voir : Mellissa J. Perenson, *Amazon Kindle Review : Igniting Interest in E-Books ?*, PC World, 21 novembre 2007, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/11/21/AR2007112100030.html> ; BBC News, *Plastic Logic e-reader aims to challenge Kindle*, 7 janvier 2009, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/technology/8446959.stm>.



Le document consultatif reconnaît à juste titre que l' "absence totale de gestion du trafic" "engendrerait [...] un risque clair de dégradation du réseau et, en conséquence, de la qualité de service pour les utilisateurs finaux."<sup>14</sup> Cependant, l'affirmation selon laquelle la déréglementation du trafic "peut conduire à des pratiques discriminatoires et contraires à la libre concurrence", comme l'énonce en outre le document consultatif, est entièrement spéculative et ne justifie pas l'adoption de la réglementation prescriptive proposée ici. L'utilisation du Net et le trafic ont considérablement augmenté dans le monde au cours des dernières années. Il n'est cependant pas établi que l'absence de réglementation de la gestion du trafic se soit traduite par des pratiques contraires à la libre concurrence ou discriminatoires qui n'aient été entièrement et rapidement résolues par l'application de mesures et de procédures réglementaires existantes. Les problèmes structurels pénalisant le marché sont plus spéculatifs que fondés sur des faits. Tant que cela reste le cas, les pouvoirs publics ont intérêt à éviter toute réglementation dogmatique visant à résoudre d'hypothétiques futurs problèmes.

Si elle est mise en œuvre, cette proposition de réglementation limitera ou interdira toute pratique de gestion durable du réseau, empêchera de fournir des applications et des services largement utilisés et augmentera les prix à la consommation à cause de la conception et de la gestion inefficaces du réseau. En conséquence, elle réduira le déploiement et l'adoption des services hauts débits qui jouent un rôle de plus en plus important pour le développement et la prospérité futurs de tous les pays.<sup>15</sup> Plutôt que de prendre des mesures fondées sur *l'hypothèse* d'une défaillance future du marché, les pouvoirs publics doivent exiger le respect de principes orientés consommateurs et prendre d'autres mesures uniquement en cas de problèmes réels.

### **Réponse aux questions 3 et 4. : Les conditions générales Régissant l'accès au Net et les six orientations proposées**

***La première orientation*** : La première orientation proposée exigerait des FAI qu'ils permettent aux utilisateurs finaux d'échanger le contenu de leur choix, d'utiliser les services et d'exécuter les applications de leur choix, enfin, de connecter le matériel et d'utiliser les programmes de leur choix, dès lors qu'ils ne nuisent pas au bon fonctionnement du réseau.

---

<sup>14</sup> Document consultatif, p.7.

<sup>15</sup> *Id.*

Ces principes sont similaires à ceux adoptés par les institutions de l'UE en 2009 et par la FCC (Federal Communications Commission) aux États-Unis en 2005.

AT&T préconise une approche fondée sur l'application de ces principes. Aux États-Unis, la supervision par la FCC de la conformité de l'industrie aux principes qu'elle a adoptés en 2005 s'est révélée largement suffisante pour assurer leur respect et promouvoir un Internet ouvert. De plus, au cours des cinq années suivantes, la FCC a constaté qu'il était nécessaire d'appliquer ces principes uniquement à *deux reprises* : la première fois, il s'agissait d'empêcher Madison River Communications, petit exploitant de réseau opérant en zone rurale, de bloquer abusivement l'utilisation de certains services VoIP par ses clients ; la deuxième fois, il s'est agi d'empêcher le câblo-opérateur Comcast d'interférer au-delà des limites du raisonnable avec certaines applications P2P utilisées par ses clients.<sup>16</sup> Dans ces deux cas, les interventions de la FCC se sont appliquées directement aux pratiques en question. Les problèmes ont été résolus rapidement et efficacement.<sup>17</sup>

Pour les raisons indiquées dans les présents commentaires et dans ceux d'AT&T à la FCC, AT&T considère que la dernière proposition en date de la FCC consistant à adopter des règles prescriptives spécifiques pour les fournisseurs d'accès haut débit n'est pas absolument nécessaire.<sup>18</sup> Plutôt qu'une nouvelle réglementation onéreuse, fondée sur aucune donnée concrète de défaillance du marché comme le propose la FCC, AT&T préconise une approche reposant sur les principes adoptés par la FCC en 2005, éventuellement conjointement à

---

<sup>16</sup> Voir FCC Memorandum and Order, *Formal Complaint of Free Press and Public Knowledge Against Comcast Corp. for Secretly Degrading Peer-to-Peer Applications*, 23 FCC Rcd. 13028 (2008) ; Order, *Madison River Commc'ns, LLC*, 20 FCC Rcd. 4295 (2005).

<sup>17</sup> Bien qu'une cour d'appel ait constaté par la suite que la FCC était insuffisamment fondée, du point de vue juridictionnel, pour ses actions dans l'affaire Comcast, Comcast n'a pas suggéré de remettre en application les pratiques de gestion de réseau qu'elle appliquait avant l'examen de celles-ci par la FCC.

<sup>18</sup> Voir Comments of AT&T Inc., GN Docket No. 09-191, (remis le 14 janvier 2010), *document consultable sur*

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020377217> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020377218> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020377220> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020377221> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020377222> ;

; et Reply Comments of AT&T Inc., GN Docket No. 09-191, (remis le 26 avril 2010), *document consultable sur*

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020437362> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020437363> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020437364> ,

<http://fjallfoss.fcc.gov/ecfs/document/view?id=7020437365> .

l'adoption d'un nouveau cinquième principe, afin de promouvoir une plus grande transparence pour le consommateur concernant les pratiques de gestion des réseaux.

De même, AT&T enjoint les pouvoirs publics à exiger le respect des principes énoncés dans la première orientation proposée, conjointement à la loi, afin de garantir l'accès des utilisateurs finaux au Net, plutôt qu'introduire une réglementation superflue qui ne fera qu'augmenter les tarifs pour les consommateurs et nuira au développement futur du Net.

***La deuxième orientation*** : Selon la deuxième orientation proposée, les pratiques de gestion de réseau des FAI doivent "rester exceptionnelles et respecter les principes généraux de pertinence, de proportionnalité, d'efficacité, de transparence et de non-discrimination."<sup>19</sup> Le document consultatif stipule que la réponse des opérateurs à l'augmentation de la consommation de bande passante par les consommateurs "doit consister à investir en vue d'accroître la capacité du réseau" et que "dans les cas où il y a effectivement gestion du réseau", la capacité doit être partagée "dans les conditions les plus équitables et efficaces possible". Selon le document consultatif, les FAI peuvent atteindre cet objectif en "ralentissant tous les paquets de données dans la même mesure", ou en "réduisant la bande passante fournie à chaque utilisateur dans les mêmes proportions."<sup>20</sup>

Comme nous l'avons vu plus haut, il n'y a rien d'"exceptionnel" dans l'application durable de pratiques de gestion de réseau par les FAI pour garantir la qualité de service à leurs usagers. En effet, les FAI devront se fier encore davantage aux techniques de gestion de réseau dans le futur, car la convergence rapide de toutes les communications électroniques sur la plate-forme IP pour l'intégration de la voix, de la vidéo et du texte dans les nouvelles applications multimédia destinées au grand public a pour corollaire la nécessité, complexe sur le plan technique, d'exécuter des applications aux besoins de qualité de service différents dans les meilleures conditions possible dans une infrastructure réseau partagée et parfois congestionnée. Les FAI seront dans l'incapacité d'éviter la mise en œuvre de pratiques de gestion de réseau simplement en augmentant leur investissement dans des installations de plus grande capacité, même en l'absence de toute contrainte économique.

De toute évidence, augmenter l'investissement est vital pour répondre aux besoins sans précédent des accès Internet et des réseaux dorsaux résultant de l'utilisation croissante d'applications grosses consommatrices de bande passante telles que la diffusion vidéo

---

<sup>19</sup> Document consultatif, p.17.

<sup>20</sup> *Id.*

(streaming). La concurrence et l'imprévisibilité de la demande du grand public rendent également ces investissements extrêmement risqués pour les entreprises. Si ces mises à niveau de la capacité, risquées et coûteuses, sont nécessaires pour permettre aux FAI de suivre l'évolution des besoins de bande passante, elles sont insuffisantes à elles seules pour répondre à ces enjeux.

Comme le décrit le complément technique ci-joint (pp.11-12), il n'existe pas de méthode économique permettant aux opérateurs d'assurer à tout moment la transmission instantanée des paquets, en particulier au vu de l'ampleur croissante des pics imprévisibles du trafic Internet.<sup>21</sup> Se fier exclusivement à l'augmentation de l'investissement pour faire face à celle de l'utilisation du Net augmenterait considérablement les coûts de réseau et entraînerait une augmentation tout aussi considérable des prix pour l'utilisateur. Même en l'absence de contraintes économiques sur l'expansion du réseau, l'expérience a montré que son utilisation, en particulier dans les applications de transfert de fichiers P2P, augmente rapidement pour consommer la nouvelle capacité disponible. En conséquence, les opérateurs nécessitent non seulement des réseaux plus nombreux et de capacité supérieure, mais également une plus grande intelligence dans le réseau, incluant la capacité d'identifier et de fournir le niveau de performance requis par les différentes applications transitant par le réseau, afin que les utilisateurs bénéficient de la qualité de service souhaitée.

Ainsi, dans un environnement où la congestion des réseaux ne cesse de croître, il est impératif pour les opérateurs haut débit d'exploiter les différentes techniques et technologies de gestion de réseau disponibles pour faire face à des demandes concurrentes d'une bande passante limitée. Cependant, dans le cadre de la réglementation proposée, l'utilisation de ces techniques par les opérateurs Internet serait soumise à des restrictions importantes, qui limiteraient gravement leur capacité à faire face à ces enjeux. De même, la réglementation proposée nuirait à l'écosystème Internet en réduisant les incitations pour les développeurs de contenu à concevoir des applications et des services optimisant l'exploitation des ressources disponibles.

**Gestion du trafic :** La deuxième orientation proposée du document consultatif consiste à appliquer les principes de "pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et

---

<sup>21</sup> À l'instar des réseaux téléphoniques classiques, les réseaux IP sont dimensionnés de manière à faire face aux pics de consommation. Plus la consommation en crête est proche de la consommation moyenne, plus la structure de coût du réseau sera rentable et plus l'opérateur sera assuré d'amortir ces coûts. Selon certaines estimations, les applications vidéo doublent cependant le rapport entre trafic en crête et trafic moyen sur les réseaux IP en raison du caractère "viral" (auto-intensification) des fichiers vidéo répandus.

non-discrimination" aux pratiques de gestion du trafic des opérateurs du Net. Selon le document consultatif, "cela implique surtout que la règle générale de l'accès Internet consiste à ne pas différencier la manière dont chaque trame de données est traitée individuellement, que ce soit selon le type d'application/service/contenu ou selon l'adresse d'expédition ou de réception."<sup>22</sup>

L'interdiction de ce traitement différencié empêcherait les différents services, applications et contenus d'obtenir la qualité de service nécessaire pour leur bon fonctionnement. Dans cette optique, les applications sensibles à la latence telles que la diffusion vidéo en continu devraient se voir attribuer la même priorité que le courrier électronique ou le transfert de fichiers volumineux ; un appel VoIP urgent ne serait pas traité différemment d'un téléchargement YouTube ; enfin, une application de soins médicaux à distance devrait être traitée exactement de la même manière que le contenu d'une page web. De même, toute tentative d'imposer cette forme de « neutralité » de l'Internet aurait précisément des effets contraires en *discriminant les applications sensibles à la qualité de service* telles que la diffusion vidéo en continu et la voix sur IP. Celles-ci ne s'exécuteraient pas de manière fiable, à moins d'être accompagnées par des améliorations de la qualité de service dont les applications insensibles aux performances n'ont pas besoin pour s'exécuter.

En poussant le raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, l'interdiction de tout traitement différentiel se traduirait également par l'abolition de réseaux de distribution de contenu tels qu'Akamai ou Limelight, qui s'appuient sur les réseaux périphériques pour offrir à leurs clients une latence moindre et une qualité de service supérieure à la concurrence. De même, l'argument selon lequel tous les flux de données doivent recevoir un « traitement égal », quel que soit leur « application ou contenu » exigerait que tous les fournisseurs d'applications et de contenu utilisent le même protocole de transmission. Ainsi, par exemple, les applications UDP n'ayant pas la capacité à réduire automatiquement leur débit en cas de congestion ne s'arrogeraient pas la priorité sur les applications TCP qui, elles, ont cette capacité<sup>23</sup>

---

<sup>22</sup> Document consultatif, p.17.

<sup>23</sup> Les applications UDP « transmettent les données le plus rapidement possible », même en cas de congestion, « alors que les applications compatibles TCP [classiques] transmettent délibérément de moins en moins de paquets » et peuvent ainsi se retrouver « privées de ressources réseau ». Jon M. Peha, *The Benefits and Risks of Mandating Network Neutrality, and the Quest for a Balanced Policy*, 1 Int'l J. of Comm'n 644, 651 (2007), document consultable à l'adresse suivante :

Outre qu'ils évitent de recourir à un outil de gestion du trafic semblant réputé pour "discriminer" certaines applications ou certains services, ces principes proposés soumettraient toutes les décisions de conception technique de réseau à des difficultés réglementaires potentielles et à des conjectures. Les opérateurs de réseau devraient pouvoir démontrer que chaque technique de gestion du trafic répond aux exigences de "pertinence", qu'un problème de congestion ait été "prouvé" ou non. Ils devraient également pouvoir démontrer sa "proportionnalité", ce qui nécessiterait de démontrer "le moins d'incidences possible sur le fonctionnement du réseau". Enfin, ils devraient démontrer son "efficacité", ce qui exigerait de faire la preuve que les mesures "indiquent une amélioration réelle de l'accès à certains services, sans dégrader sensiblement les autres services accessibles via le Net".<sup>24</sup> Bien que les opérateurs s'efforcent d'appliquer les techniques de gestion de réseau avec le plus de pertinence, de proportionnalité et d'efficacité possible, toute nécessité de démontrer que chaque mesure individuelle est effectuée dans une absolue conformité à ces principes vaguement définis aurait pour effet d'« épouvantail » sur les opérations du réseau.

Ces propositions obligerait les ingénieurs à déterminer à l'avance si une mesure est suffisamment ajustée pour éviter des réclamations et de pécher par excès de précaution. C'est là un luxe que ne peut pas se permettre un ingénieur qui s'efforce de répondre à une menace pour la sécurité du réseau ou de préserver ses performances en cas de pic d'utilisation inattendu ou d'application malveillante.<sup>25</sup> Rares sont les précédents permettant d'orienter les décisions d'un ingénieur, et lorsqu'ils existent, ils ne restent valables que peu de temps. Et

---

<http://www.ijoc.org/ojs/index.php/ijoc/article/viewFile/154/90>. Néanmoins, lorsqu'ils sont bien gérés, les attributs d'UDP peuvent présenter de multiples avantages, notamment dans les requêtes DNS (Domain Name System, système de noms de domaine). De la même manière, certaines applications utilisant le protocole TCP peuvent s'arroger des quantités disproportionnées de la bande passante habituellement réservée aux abonnés en ouvrant plusieurs flux (ou « torrents », dans la terminologie de certaines terminologies P2P) pour s'emparer de la capacité dont elles ont besoin. Voir, par exemple, Bob Briscoe, *Flow Rate fairness : Dismantling a Religion*, 37 Computer Comm'n Rev. 63 (2007), document consultable à l'adresse suivante :

[http://www.cs.ucl.ac.uk/staff/bbriscoe/projects/2020comms/refb/fair\\_ccr.pdf](http://www.cs.ucl.ac.uk/staff/bbriscoe/projects/2020comms/refb/fair_ccr.pdf) ("Flow Rate Fairness"). Si cette exigence d'« égalité de traitement » de toutes les communications Internet était appliquée, les caractéristiques disparates de ces protocoles de transmission, ainsi que des autres, devraient être homogénéisées afin qu'aucun paquet ne soit prioritaire sur les autres.

<sup>24</sup> Document consultatif, p.18.

<sup>25</sup> Pour être efficace, la sécurité nécessite des correctifs rapides, ce qui peut inclure des mesures strictes permettant de bloquer l'accès à un site soudainement infecté. Voir, par exemple, Scott Morrison, *Symantec Takes Aim at Mobile Hackers*, Wall St. J., section B7A, 10 mars 2010, <http://online.wsj.com/article/SB20001424052..> Ce type d'approche revêt une importance accrue sur les réseaux sans fil, les consommateurs étant sans cesse plus nombreux à opter pour des smartphones plus puissants pour accéder au Net. *Id.*

comme les techniques de gestion utilisables sont nombreuses, aucune décision ne pourra être affranchie de la question de savoir s'il y aurait eu une pratique plus "proportionnée" ou "efficace" pour parvenir au résultat recherché. Les principes proposés laissent donc les fournisseurs à la merci de conjectures après coup. Cette menace risque de peser sur la créativité technologique permettant de faire face à l'évolution rapide des pressions s'exerçant sur le réseau. Face à la perspective d'une réglementation aussi poussée de leur activité, les opérateurs Internet risquent de réagir en mettant fin à tout ou une partie de leur activité de gestion du trafic. Il s'ensuivra une dégradation de la qualité de service, des risques potentiels pour la sécurité et la fiabilité du réseau, voire de l'intérêt et de l'utilité de l'Internet pour tous.

Au lieu d'empêcher les opérateurs à répondre aux besoins de leurs clients, les organismes de réglementation doivent faire confiance aux ingénieurs réseau pour qu'ils aient la flexibilité suffisante pour répondre à la multitude de problèmes susceptibles de miner l'efficacité et la sécurité de leurs réseaux, et d'abaisser la qualité de service offerte à leurs clients. Les pouvoirs publics doivent donc garder leur lucidité et savoir qu'une gestion du réseau ne sera considérée comme raisonnable que si elle vise à répondre à un intérêt légitime des fournisseurs. Ils doivent également rejeter toute demande de limitation des techniques de gestion admissibles. Il n'existe aucun moyen d'imposer de telles restrictions à l'avance sans menacer le réseau en retardant, voire en décourageant complètement, les mesures vitales pour sa gestion.

Pour toutes ces raisons, les restrictions de gestion du trafic proposées par le document consultatif sont susceptibles d'abaisser plutôt que de préserver ou d'améliorer la qualité de service pour les utilisateurs finaux. On peut donc se demander si la deuxième orientation proposée par les pouvoirs publics est compatible avec l'article 22(3) de la Directive de service universel de l'UE, qui autorise les autorités nationales de réglementation à définir une qualité de service minimum "afin de prévenir la dégradation du service et le blocage ou le ralentissement du trafic sur les réseaux".<sup>26</sup> En fait, il est improbable que la demande de conformité à une liste de principes vaguement définis se traduise en obligation de qualité de service minimum. De plus, le cadre réglementaire de l'UE stipule que toute tentative de

---

<sup>26</sup> Directive 2009/136/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe, 25 novembre 2009, (Directive Européenne « Service Universel ») art. 22(3)



réglementation de la gestion du trafic doit d'abord montrer la preuve que le marché remplit les "trois critères" requis pour faire l'objet d'une réglementation ex ante.<sup>27</sup>

**Réseaux mobiles :** L'imposition de restrictions sur la gestion du trafic dans les services hauts débits mobiles causerait également des difficultés importantes pour le fonctionnement des réseaux. Les opérateurs mobiles doivent faire face à des impératifs de mobilité, à des contraintes de spectre, à des interférences et à divers problèmes spécifiques dans un environnement dynamique, qui évolue encore plus rapidement que les réseaux filaires. Il est impossible de savoir à l'avance quels seront les modèles économiques et les solutions techniques qui répondront le mieux à la diversité des besoins des consommateurs dans cet environnement. Cependant, soumettre toute l'industrie des réseaux mobiles à des restrictions de leur gestion empêcherait la conclusion de nombreux accords commerciaux et l'application de pratiques visant à améliorer les services ; minerait les efforts de gestion de ressources déjà limitées ; freinerait la prise de décisions techniques et commerciales délicates par des obstacles réglementaires sans fin ; enfin, découragerait l'investissement dans de nouvelles technologies réseau.

Les réseaux mobiles hauts débits doivent tenir compte de contraintes de spectre, du partage du réseau d'accès radio au niveau de la boucle locale, de la sensibilité aux interférences et de divers autres problèmes qui rendent les réseaux mobiles hauts débits beaucoup plus difficiles à gérer que leurs équivalents fixes. Les questions de capacité et de qualité de service revêtent une importance particulière pour les exploitants de réseaux hauts débits sans fil au niveau de la boucle locale, où le spectre est partagé à la fois par les usagers et les cellules ; le débit peut fluctuer en raison des interférences et d'autres problèmes ; le nombre d'usagers dans une cellule particulière et leur dispersion dans ces cellules varient constamment dans le temps ; enfin, le spectre disponible n'est pas extensible à l'infini (ni facilement). Ces facteurs font qu'il est extrêmement difficile pour les opérateurs de fournir une bande passante constante suffisante pour assurer une transmission des données de qualité

---

<sup>27</sup> Les trois critères cumulés d'une réglementation ex ante sont les suivants : barrières élevées et non transitoires à l'accès au marché ; le marché présente des caractéristiques indiquant qu'il ne tend pas vers une concurrence efficace ; enfin, l'insuffisance de l'application ex ante des seules lois de la concurrence. *Voir* : Recommandation de la Commission du 17 décembre 2007 sur les marchés des produits et des services concernés, art. 2, 2007/879/CE. *Voir aussi*, Directive 2009/140/EC du parlement Européen et du conseil, 25 Nov. 2009, L337/37 (« Considérant que le marché des communications électroniques ont montré un dynamique concurrentielle forte dans ces dernières années, il est essentiel que les obligations liées à une réglementation ex ante soient imposées uniquement en l'absence de concurrence effective »)

aux utilisateurs de l'Internet haut débit. En conséquence, les fournisseurs appliquent toute une gamme de techniques de gestion de réseau pour résoudre ou éviter les pannes de réseau, ou les congestions graves, afin que leurs clients puissent utiliser en toute transparence des applications sensibles à la latence. Si le document consultatif reconnaît dans une certaine mesure l'existence de ces difficultés, l'absence de frontières clairement définies entre les conduites "acceptables" et interdites qu'il décrit risque d'empêcher les opérateurs mobiles de surmonter ces difficultés.<sup>28</sup>

**Troisième orientation :** Le document consultatif fait observer à juste titre l'importance d' "éviter la dégradation de la qualité de la connexion Internet" et "l'intérêt social partagé d'une connectivité Internet satisfaisante pour un nombre maximum d'utilisateurs".<sup>29</sup> En conséquence, le document propose d'exiger que les connexions Internet soient "fournies avec une qualité de service suffisante et transparente". Il invite les opérateurs et les associations professionnelles à faciliter l'identification de paramètres de qualité de service minimum tels que "disponibilité, bande passante, latence, perte de paquets, effet de gigue, etc."

En même temps, dans la deuxième orientation décrite plus haut, le document consultatif propose de limiter les pratiques de gestion du trafic d'une manière qui risque d'empêcher différents services, applications et contenus de bénéficier de la qualité de service requise pour fonctionner efficacement. Les internautes assisteraient en conséquence à une diminution de la qualité de service. Toute exigence de qualité de service minimum doit tenir compte de ces effets potentiels. Comme nous l'avons vu plus haut, l'autorité doit reconnaître que l'application de contraintes superflues à la gestion de réseau seraient néfastes pour la qualité de service minimum globale.

De plus, certains utilisateurs peuvent même se contenter d'une qualité de service *inférieure* à une gestion « best effort » si le prix est considérablement moindre (parfois appelée classe de service « scavenger »). Par exemple, dans un contexte d'échange M2M (machine-to-machine), certains périphériques et certaines applications peuvent être très tolérants à la latence, mais peuvent également exiger une connectivité réseau très bon marché pour être économiquement viables. La qualité de service exigée par le gouvernement pourrait

---

<sup>28</sup> Voir : Document consultatif p.19 (restreindre l'accès à "certains sites ou applications pour des motifs objectifs, non discriminatoires et justifiés" est "acceptable", mais une pratique contraignante ne doit "jamais impliquer l'interdiction ou le blocage d'une application ou d'un protocole").

<sup>29</sup> Id page 20.

ainsi avoir pour conséquence imprévue d'empêcher ces périphériques et ces applications d'accéder au marché.

**Quatrième orientation :** Le document consultatif exige en outre de "tous les opérateurs" qu'ils soient en mesure de commercialiser des "services gérés" tant aux utilisateurs finaux qu'aux fournisseurs de services de la société de l'information".<sup>30</sup> Il décrit les services gérés comme différents de l'"accès Internet", dans la mesure où ils incluent des critères tels que "bande passante garantie, perte de paquets, effet de gigue, latence ou sécurité du réseau renforcée". À titre d'exemple, le document consultatif mentionne les services VoIP, IPTV et de VPN professionnels, qui sont commercialisés séparément de l'accès Internet.<sup>31</sup> Tout en reconnaissant l'importance de ces services et, plus généralement, que les services exigeant des améliorations de la qualité de service de bout en bout seraient pénalisés s'ils étaient soumis aux restrictions d'accès au Net proposées dans la deuxième orientation, le document consultatif propose également d'exiger que le service administré ne doit "pas dégrader la qualité de l'accès Internet".

Cette proposition semble refléter une préoccupation déplacée, selon laquelle la hiérarchisation des paquets associés à du contenu ou à des applications "dégrade" nécessairement les performances de tous les autres contenus et applications non hiérarchisés. Les ingénieurs réseau hiérarchisent les applications en temps réel et les applications sensibles aux performances depuis de nombreuses années, et ils ont mis au point des algorithmes sophistiqués pour gérer efficacement tout le trafic. Ces ingénieurs ont opté pour cette pratique, car il est beaucoup plus économique de hiérarchiser les applications qui en ont besoin que de gaspiller des millions ou des milliards d'euros à construire des réseaux surdimensionnés et à en faire assumer le coût par les consommateurs.

Cette pratique appliquée de longue date, qui consiste à gérer les paquets IP différemment selon les besoins de performance des applications associées n'est pas un "jeu à somme nulle", quel que soit le sens donné à cette expression. Certaines applications sont très sensibles aux performances. Elles *nécessitent* donc des améliorations de la qualité de service pour fonctionner de manière optimale. En tenir compte ne dégrade pas pour autant les performances des autres applications, moins sensibles à la latence. Par exemple, "dans de nombreuses applications multimédia, les paquets subissant un retard entre l'expéditeur et le

---

<sup>30</sup> *Id.* pp.21-6.

<sup>31</sup> *Id.*

destinataire de plusieurs centaines de millisecondes sont, en fait, inutiles pour ce dernier", et de telles "caractéristiques diffèrent clairement de celles d'applications plus flexibles telles que le Web, la messagerie électronique ou les transferts FTP et Telnet", pour lesquelles même des "retards longs" ne sont "pas particulièrement pénalisants".<sup>32</sup> Autrement dit, si garantir la qualité de service pour les applications de jeu ou vidéo en temps réel entraîne une perte de quelques millisecondes dans le chargement d'une page web ou d'une session de partage en P2P, les utilisateurs ne le remarqueront et ne s'en préoccuperont guère.

Aux États-Unis, les fournisseurs de toutes tailles ont mis en place des plates-formes IP double play et triple play partagées entre le trafic IP hiérarchisé (télévision et/ou voix sur IP) et non hiérarchisé, et le trafic Internet « best effort ».<sup>33</sup> Comme l'a montré la propre expérience d'AT&T, la différenciation de ces catégories de services permet aux consommateurs de bénéficier d'une qualité et d'un confort d'utilisation de *tous* ces services.<sup>34</sup> Le service d'accès Internet « best effort » offert aujourd'hui par AT&T sur la plate-forme partagée U-verse est beaucoup plus rapide et robuste qu'il y a seulement quelques années, lorsqu'il était fourni sur un réseau DSL existant, qui n'était *pas* partagé avec les services de télévision sur IP et VoIP gérés. D'ailleurs, l'introduction de services évolués améliore généralement la qualité et la capacité du trafic « best effort ». En effet, ils ne consomment en moyenne qu'une petite partie de la capacité supplémentaire installée pour ces services, tandis que les algorithmes de mise en file d'attente des routeurs veillent à ce que la bande passante supplémentaire inexploitée reste disponible pour le trafic « best effort ».

Néanmoins, les opérateurs pourraient craindre que des effets intangibles même minimes sur d'autres services puissent contrevenir à l'interdiction proposée. En conséquence, ils pourraient être tentés d'opter pour une approche conservatrice et très inefficace consistant

---

<sup>32</sup> James F. Kurose & Keith W. Ross, *Computer Networking, A top-Down approach*, page 598. (5<sup>ème</sup> édition, 2010)

<sup>33</sup> Ces fournisseurs vont d'AT&T, qui fournit des services de télévision sur IP à des millions de consommateurs sur sa plate-forme partagée U-verse, à un fournisseur de taille moyenne tel que Surewest et à plus de *deux-cents* compagnies de téléphone rurales. Voir : National Exchange Carrier Association, *Trends 2009 : A report on rural telecom technology*, page 11 (2009) ("*NECA Trends 2009 Report*"), <https://www.neca.org/cms400min//.aspx?id&ItemID=2392> En outre, tous les grands câblo-opérateurs des États-Unis offrent des services VoIP gérés sur les mêmes plates-formes partagées que leurs services d'accès Internet haut débit.

<sup>34</sup> Voir : AT&T, communiqué de presse, *AT&T Wins Frost & Sullivan 2009 Market Leadership Award in Dedicated Internet Access Service*, 11 mars 2010, <http://www.att.com/gen/press-room?pid=4800&cdvn=news&newsarticleid=30631> ; AT&T, communiqué de presse, *AT&T Wins Frost & Sullivan 2009 Video Company of the Year Award*, 11 mars 2010, <http://www.att.com/gen/press-room?pid=&news&newsarticleid=30629>.

à éviter l'utilisation de réseaux partagés pour l'accès au Net et les services gérés. Cela entraînerait une augmentation des coûts et des prix à la consommation, ainsi qu'une réduction des offres de services, car peu d'opérateurs, voire aucun, ne pourrait fournir ces services économiquement au moyen de réseaux séparés.

Rien ne justifie non plus les affirmations selon lesquelles les opérateurs seraient incités à dégrader l'accès au Net « best effort » pour augmenter le revenu des services gérés. Comme le souligne le document consultatif, la pression de la concurrence interdit une telle pratique, qui inciterait rapidement les clients à se tourner vers d'autres opérateurs offrant de meilleures performances.<sup>35</sup> Les opérateurs offrent depuis longtemps des améliorations de la qualité de service aux entreprises et il n'est venu à l'idée de personne qu'ils avaient dégradé la bande passante disponible pour la plate-forme d'accès Internet « best effort » afin de mieux rentabiliser ses services priorisés. Au contraire, les vitesses d'accès au Net ont tendance à accélérer d'une année sur l'autre dans tous les secteurs d'activité ; les opérateurs haut débit investissent en effet des millions dans ce but ; ils dépensent également des millions en publicité pour vanter les mérites de cette bande passante.

Le document consultatif suggère également, de manière inexacte, que les forces du marché en concurrence aux États-Unis sont insuffisantes pour empêcher l'apparition de telles préoccupations du fait de l'absence d'obligations de dégroupage pour les réseaux DSL. En fait, les opérateurs américains sont tenus de fournir à leurs concurrents un accès dégroupé aux boucles locales cuivre nues pour le haut débit.<sup>36</sup> De même, les consommateurs américains obtiennent ces services via des infrastructures multiples :

Les données de la FCC montrent que 36% des connexions hauts débits fixes passent par des lignes DSL, tandis que 58 % passent par le câble et 4 % par la fibre optique. En outre, 13 % des connexions hauts débits des États-Unis passent par des services sans fil mobiles.<sup>37</sup> De plus, tous les fournisseurs d'accès haut débit filaire des États-Unis ont une présence géographique limitée. Ainsi, aucun d'eux ne dessert plus de 22 % des abonnés au

---

<sup>35</sup> Document consultatif, p.24.

<sup>36</sup> Voir : FCC, *Appropriate Framework for Broadband Access to the Internet over Wireline Facilities*, 20 FCC Rcd. 14853, n. 157 (2005) ("The Commission's Triennial Review Order expressly reaffirmed the competitive LECs' right to obtain unbundled access to stand-alone copper loops in order to provide broadband transmission services.")

<sup>37</sup> Voir : FCC, *High Speed Services for Internet Access : Status as of December 31, 2008*, février 2010, tableau 6.

haut débit au niveau national, et aucun d'eux ne représente plus de 3 % des abonnés au haut débit dans le monde.<sup>38</sup>

**Cinquième orientation :** Le document consultatif spécifie qu'une "collecte périodique des informations" peut être nécessaire pour "éradiquer l'opacité qui prévaut actuellement sur les marchés de l'interconnexion des réseaux". Il indique également que les autorités s'appuieront sur ces informations pour son évaluation visant à déterminer "s'il est nécessaire de réglementer ces marchés".<sup>39</sup> En fait, rien ne justifie l'intervention des autorités de réglementation sur les marchés de l'interconnexion Internet. Ces marchés hautement concurrentiels ont considérablement réduit les tarifs de transmission, afin que les fournisseurs d'applications et de contenu répondent aux besoins des utilisateurs rapidement et en toute fiabilité. La nature "hétérogène et complexe" de ces dispositions est le résultat de la complexité croissante et du dynamisme du Net proprement dit. Elle résulte également de la disparition progressive des distinctions entre les différentes fonctionnalités, attestant ainsi le caractère hautement concurrentiel de ces marchés.

Comme le montre l'annexe technique, les fournisseurs de services dorsaux pour le Net s'en remettent à des accords négociés d'échange ou de transit pour le trafic entre leurs réseaux, en partie en fonction du volume du trafic échangé. L'utilisation d'une interconnexion distribuée entre pairs et clients de service de transit utilisant des points d'échange Internet neutres a également amené les clients de service de transit à s'interconnecter entre eux sur ces points. En fait, les FAI et les fournisseurs de contenu disposent de nombreuses options pour échanger du trafic en évitant les coûts de transit par les dorsales Internet. C'est notamment le cas des accords d'échange entre FAI et fournisseurs de contenu. De plus, certains fournisseurs de contenu ont mis en place d'énormes CDN (content delivery networks, réseaux de distribution de contenu) pour distribuer leur contenu à des serveurs cache plus proches du réseau des FAI. Il en résulte ainsi une concurrence intense pour le trafic en transit entre les différentes options de distribution et d'échange, comme en atteste la baisse

---

<sup>38</sup> Voir Comments of Verizon and Verizon Wireless, FCC WC Docket No. 07-52, page 51 (15 juin 2007) ; voir aussi : Alex Goldman, *Top 23 U.S. ISPs by Subscriber : Q2 2008*, ISP Planet, 2 décembre 2008, <http://www.isp-planet.com/research/rankings/usa.html>.

<sup>39</sup> Document consultatif, p.25.

considérable des tarifs, passés d'approximativement 1200 dollars per Mbits/s en 1998 à moins de 12 dollars par Mbits/s en 2008 et à des niveaux encore plus bas aujourd'hui.<sup>40</sup>

Compte tenu de la nature hautement concurrentielle de ces marchés, les parties ne publient pas les conditions générales exactes de leurs accords d'interconnexion Internet. Par ailleurs, toute exigence de transparence dans ce domaine aurait tendance à atténuer plutôt qu'à stimuler cette concurrence. Comme l'a constaté la FCC aux États-Unis lors de l'abolition des obligations de publication des accords concernant les télécommunications internationales en 2004, la divulgation des tarifs peut en inciter certains à faire cavalier seul ou en refroidir certains et, en conséquence, réduire les incitations à des négociations musclées.<sup>41</sup> Quoi qu'il en soit, il n'y a guère d'"opacité" quant à la nature de ces accords, contrairement aux allégations du document consultatif.<sup>42</sup> Les conditions générales d'AT&T pour les interconnexions sans paiement entre pairs, par exemple, sont publiées sur son site web. Quant aux informations concernant les autres accords d'interconnexions, elles sont également consultables auprès d'autres sources publiques.<sup>43</sup>

Le document consultatif donne également à penser qu'une intervention des autorités de réglementation peut être nécessaire pour les accords entre opérateurs et fournisseurs d'applications en vue d'améliorer la qualité de service.<sup>44</sup> De toute évidence, le modèle classique selon lequel les opérateurs haut débit récupèrent pour l'essentiel tous les coûts des réseaux d'accès sur les redevances facturées aux abonnés devient de plus en plus difficile à maintenir. En effet, les opérateurs continuent à effectuer d'énormes investissements pour répondre aux besoins particuliers des fournisseurs d'applications, de services et de contenu gros consommateurs de bande passante destinés à un segment limité de leur clientèle. Toute obligation réglementaire d'adhérer indéfiniment au modèle selon lequel le consommateur paie pour tout, modèle défendu par les grands fournisseurs d'applications, contraindrait sans aucun doute celui-ci à payer des tarifs plus élevés pour le haut débit que si les opérateurs étaient en mesure de récupérer une partie des coûts liés à ces applications auprès des fournisseurs, ce

---

<sup>40</sup> voir,

[http://drpeering.net/a/Ask\\_DrPeering/Entries/2009/4/28\\_Transit\\_Prices\\_Race\\_to\\_the\\_Bottom.html](http://drpeering.net/a/Ask_DrPeering/Entries/2009/4/28_Transit_Prices_Race_to_the_Bottom.html);  
DrPeering, Why care about Transit Pricing?,  
[http://drpeering.net/a/Peering\\_vs\\_Transit\\_The\\_Business\\_Case\\_for\\_Peering.html](http://drpeering.net/a/Peering_vs_Transit_The_Business_Case_for_Peering.html)

<sup>41</sup> FCC, *International Settlements Policy Reform*, 19 FCC Rcd. 5709, ¶ 61, (2004).

<sup>42</sup> Document consultatif, p.25.

<sup>43</sup> Voir <http://www.corp.att.com/peering/>; <http://www.peeringdb.com/private/>

<sup>44</sup> Document consultatif, p.27.



qui diminuerait artificiellement le nombre d'abonnés au haut débit. De plus, l'application de nouveaux modèles de recouvrement des coûts inciterait davantage les fournisseurs de contenu à développer des applications et des services optimisant les ressources réseau.

Le document consultatif suggère en outre que les autorités de réglementation doivent intervenir en faveur de l'égalité de traitement des fournisseurs d'applications et de contenu plus modestes. C'est méconnaître que le Net traite aujourd'hui les différents fournisseurs d'applications et de contenu très différemment selon leurs ressources financières. L'annexe technique explique que les fournisseurs d'applications et de contenu qui ont les moyens d'accéder aux réseaux de distribution de contenu d'Akamai et d'autres, ou qui peuvent disposer de leurs propres réseaux comme Google et Microsoft, bénéficient d'avantages importants sur leurs rivaux moins fortunés. Pourtant, personne ne suggère que cette inégalité de traitement nécessite une solution réglementaire.

À l'instar de la proposition de réglementation de la gestion du trafic, le cadre réglementaire de l'UE exige que toute tentative de réglementer l'interconnexion des réseaux de données doit d'abord faire la preuve que le marché remplit les "trois critères" de test d'une réglementation *ex ante*.<sup>45</sup> De ce point de vue, AT&T note le récent veto opposé par la Commission européenne à la tentative d'UKE, l'autorité de réglementation de Pologne, de réglementer le transit et l'échange du trafic IP.<sup>46</sup> En statuant que l'UKE doit retirer ses projets, la vice-présidente de la Commission européenne Neelie Kroes a fait observer que "notre analyse est que la réglementation de ces marchés particuliers pour les services d'échange de trafic Internet n'est pas nécessaire pour protéger les consommateurs ou la concurrence. Si le marché proprement dit est en mesure de garantir une concurrence loyale, il ne doit pas être perturbé par des réglementations superflues." AT&T souscrit entièrement à ce point de vue.

**Sixième orientation :** Le document consultatif propose également que les FAI informent les utilisateurs finaux sur les services et les applications accessibles, les pratiques de gestion du trafic et la qualité de service.<sup>47</sup> AT&T confirme qu'il est essentiel que les

---

<sup>45</sup> Voir la Recommandation de la Commission du 17 décembre 2007 sur les marchés des produits et des services, Art. 2, 2007/879/CE (exigeant des barrières élevées et non transitoires à l'accès au marché ; que le marché présente des caractéristiques indiquant qu'il ne tend pas vers une concurrence efficace ; enfin, l'insuffisance de l'application *ex ante* des seules lois de la concurrence).

<sup>46</sup> *Télécommunications : la Commission se prononce contre les projets de réglementer les services d'échange de trafic Internet en Pologne*, communiqué de presse de la Commission IP/10/240, 5 mars 2010

<sup>47</sup> Document consultatif, p.29.

conditions générales de vente d'un service au client soient communiquées de manière transparente pour créer les conditions d'une concurrence véritable. En effet, les consommateurs sont alors en mesure de faire des choix fondés sur des différences réelles entre les fournisseurs de services. Selon ce principe, un exploitant de réseau haut débit doit informer les consommateurs, avec suffisamment de précision, des éventuelles restrictions ou limitations matérielles concernant leur service Internet haut débit. Les consommateurs peuvent alors choisir en toute connaissance les fournisseurs et les offres de services qui répondent au plus près à leurs besoins.

Pour faire ces choix, les consommateurs doivent savoir ce qu'ils sont en droit de faire avec le service auquel ils souscrivent, dans quelle mesure ils peuvent l'utiliser, quelles applications ils peuvent exécuter et quelle qualité de service ils sont en droit d'attendre. Ces informations doivent donc préciser les vitesses de connexion maximum et minimum (le cas échéant), les limites d'utilisation, et fournir une description générale des incidences éventuelles des pratiques de gestion du trafic sur les conditions d'utilisation.<sup>48</sup>

Il n'y a cependant aucune raison d'exiger des fournisseurs qu'ils divulguent les aspects techniques et souvent très confidentiels de leurs techniques de gestion de réseau. Cela risquerait en effet de faciliter la tâche de leurs concurrents ou de tiers désireux de les contourner au détriment du réseau et des consommateurs. Sinon, les ingénieurs réseaux risquent de se retrouver confrontés au défi impossible de déterminer à chaque fois qu'une nouvelle technique de gestion est appliquée si sa divulgation constitue ou non une faille critique dans l'infrastructure. Cette divulgation serait également très difficile à appliquer compte tenu de la nécessité de mises à jour constantes. Les pratiques de gestion de réseau peuvent en effet changer tous les mois, toutes les semaines voire toutes les heures du fait de l'évolution de l'écosystème Internet et de l'apparition de nouveaux problèmes de congestion et de nouvelles menaces pour la sécurité.

### **Réponse aux questions 5 et 6 : les autres dimensions de la neutralité**

*Neutralité et concurrence* : Le document consultatif fait observer à juste titre que les accords d'exclusivité peuvent dans certains cas susciter des craintes de la part de la

---

<sup>48</sup> Voir Directive 2009/136/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe, 25 novembre 2009, art. 21(3)(d) (exigeant "des informations sur les procédures mises en place par le fournisseur en vue de mesurer le trafic et de le mettre en forme pour ne pas risque de saturer une liaison réseau, ainsi que sur les éventuelles incidences de ces procédures sur la qualité de service").

concurrence.<sup>49</sup> Il ne faut cependant pas perdre de vue que ces accords d'exclusivité sont monnaie courante sur les marchés concurrentiels et qu'il est largement accepté, tant par l'économie que par le droit, qu'ils offrent généralement des avantages importants aux consommateurs. Les accords exclusifs de marketing et de distribution sont simplement une forme comme une autre de différenciation avantageuse des produits. Les accords d'exclusivité concernant les téléphones portables, par exemple, favorisent la collaboration en vue d'optimiser leurs performances et le développement de fonctionnalités innovantes. Ils renforcent les incitations des opérateurs à prendre des engagements d'achat et à investir dans les promotions, les améliorations du réseau et les formations spéciales des agents commerciaux. Ils abaissent également les obstacles pour les constructeurs et jouent un rôle clef dans la préservation de l'image de marque.

Non seulement les consommateurs sont les premiers bénéficiaires des accords directs concernant les portables, conclus sous la forme d'innovations, de nouvelles fonctionnalités et souvent de prix plus bas, mais les nouvelles offres compétitives incitent d'autres fabricants et opérateurs à répondre par des produits et des services équivalents ou supérieurs en lançant de nouveaux téléphones ou en améliorant les tarifs, les fonctionnalités et d'autres caractéristiques de leurs offres existantes. De même, les accords d'exclusivité incitent les parties à développer des offres très innovantes et, souvent, risquées. Il est à noter que les accords d'exclusivité n'ont été signalés comme un problème que dans les rares cas de collaborations très fructueuses. En revanche, on ne s'est que peu intéressé aux nombreux accords d'exclusivité qui n'ont pas rencontré le succès commercial espéré.<sup>50</sup>

***État de la concurrence sur les marchés des moteurs de recherche et de la publicité en ligne*** : AT&T estime que les mesures existantes prises par l'autorité concernant l'ouverture du Net sont parfaitement satisfaisantes pour les consommateurs sous leur forme actuelle. Il n'est donc nullement nécessaire de les étendre, comme le propose l'autorité de réglementation dans les orientations dont il est question plus haut. AT&T suggère que la menace réelle pour

---

<sup>49</sup> Document consultatif, pp.36-37.

<sup>50</sup> Voir : Témoignage écrit de Paul Roth, Président – Retail Sales and Service AT&T Inc. devant le Comité du Sénat des États-Unis sur le commerce, les sciences et les transports, page 7 (17 juin 2009) (qui décrit l'échec commercial du téléphone portable ROKR intégrant iTunes développé conjointement par Apple, AT&T et Motorola), consultable à l'adresse suivante [http://commerce.senate.gov/public/?a=Files.Serve&File\\_id=e14b7d7e-0494-43ad-84e2-c4044f9b23e6](http://commerce.senate.gov/public/?a=Files.Serve&File_id=e14b7d7e-0494-43ad-84e2-c4044f9b23e6).

les consommateurs et la concurrence réside dans les moteurs de recherche, où un fournisseur occupe une position de quasi-monopole.

En particulier, l'autorité de réglementation ne peut pas répondre honnêtement sur la question de la "neutralité" du Net sans tenir compte du rôle important des moteurs de recherche dans la manière dont les consommateurs accèdent au contenu, aux applications et aux services en ligne, et inversement.

Le rôle décisif joué par les moteurs de recherche lorsqu'il s'agit de diriger les utilisateurs vers des sites web signifie qu'ils influent davantage sur la libre circulation de l'information sur le Net que n'importe quel fournisseur d'accès Internet haut débit. De la même manière que les moteurs de recherche dominent le choix des vainqueurs et des perdants sur le Net, *un* moteur de recherche en particulier - Google - domine le marché des moteurs de recherche. La part de ce marché détenue par Google se situe entre 90 et 96 % en France,<sup>51</sup> 94 % en Europe,<sup>52</sup> et entre 83 % et 90 % dans le monde en pour les 12 derniers mois au premier trimestre 2010.<sup>53</sup>

Google se signale par son opacité quant à son influence sur les consommateurs. Selon les propres mots de la société, "ouvrir le code [de nos produits de recherche et publicitaires] ne contribuerait pas à ces objectifs [d'ouverture du Net] et ne ferait que nuire aux utilisateurs. . . . De plus, ouvrir ces systèmes permettrait de "jouer" avec nos algorithmes pour manipuler les classements qualitatifs des recherches et des annonces. Cela entraînerait une dégradation de la qualité de nos services pour tous les usagers."<sup>54</sup> De par la conception de Google, les consommateurs n'ont aucun moyen de faire un choix informé lorsqu'ils sélectionnent un moteur de recherche. Ils se contentent simplement d'utiliser Google parce qu'ils sont habitués à sa domination du marché de la recherche et de la publicité en ligne.

À l'inverse, le plus gros fournisseurs d'accès Internet haut débit ne peut espérer, en théorie, s'emparer que d'un faible pourcentage des internautes (et même ainsi, seulement à ceux qui se connectent au Net exclusivement par un FAI haut débit particulier, et non à ceux

---

<sup>51</sup> Voir : [atinternet-institute.com](http://atinternet-institute.com), consultable sur : <http://www.atinternetinstitute.com/Images/etudes/en-US/moteurs-200905-1.png> (chiffre de mai 2009) ; statcounter.com, consultable sur : <http://gs.statcounter.com>.

<sup>52</sup> Voir statcounter.com, consultable sur : <http://gs.statcounter.com>.

<sup>53</sup> Voir marketshare.hitslink.com consultable sur : <http://marketshare.hitslink.com/searchengine-market-share.aspx?qprid=4#> ; statcounter.com consultable sur : <http://gs.statcounter.com>.

<sup>54</sup> Voir Rosenberg, *The meaning of open, plus haut*.

qui disposent d'une connexion à leur domicile et à leur travail, ou qui utilisent à la fois un accès Internet haut débit sur ligne fixe et mobile).

En clair, AT&T estime que le respect des principes du Net adoptés par l'UE, la FCC et proposés dans la première orientation du présent document, combinés à l'application générale des lois antitrust, est suffisant pour régir *tous* les services et applications Internet. Cependant, l'autorité ne peut pas réglementer rationnellement les FAI haut débit en se fondant sur un hypothétique écart de conduite. Une telle approche aurait pour effet de laisser les moteurs de recherche démunis face à la puissance commerciale de Google, de sa position de gardien et de son abus démontré de position dominante.

Le réseau et le système d'infocentres déjà largement répartis de Google suffisent également à décourager les concurrents potentiels d'obtenir la hiérarchisation de leurs services. Comme le montre l'annexe technique, Google a mis en place un vaste réseau de distribution de contenu "superposé", qui lui permet de supplanter ses rivaux dans le renvoi des résultats de recherche aux utilisateurs partout dans le monde. Alors que Google est en mesure de bénéficier d'échanges directs, sans passer par des accords, avec les réseaux hauts débits des utilisateurs finaux, les fournisseurs d'applications et de contenu moins fortunés doivent souscrire des services CDN ou s'en remettre aux services d'accès/regroupement et dorsaux classiques pour acheminer leur trafic vers les autres internautes via des routeurs et des liaisons potentiellement encombrés. Google a donc tout intérêt à promouvoir des réglementations de la "neutralité du Net" appliquées par les gouvernements, qui interdisent ou limitent l'utilisation par les opérateurs de techniques de gestion de réseau qui leur permettraient d'offrir des avantages comparables.

**Questions internationales :** Le Net est devenu une ressource vitale dans le monde. Sa nature déréglementée et décentralisée a encouragé la concurrence, l'innovation, l'apparition de nouvelles propositions de valeur, l'ouverture et la liberté individuelle. La mondialisation croissante a rendu l'appel à des mécanismes de gouvernance non réglementaires, pilotés par le consensus et aux parties prenantes multiples encore plus important pour l'expansion future du Net. Comme le reconnaît le document consultatif, la gouvernance du Net exige une "participation fructueuse des acteurs des secteurs public et privé."<sup>55</sup> Pour répondre à ces préoccupations et à ces objectifs clefs, la coopération internationale autour des questions relatives au Net est assurée efficacement par les dispositifs existants, qui permettent un

---

<sup>55</sup> Document consultatif, pp.46.

dialogue large et ouvert impliquant des organisations internationales, les pouvoirs publics, les entreprises, la société civile et la communauté technique de l'Internet.

Le principal exemple est le Forum de Gouvernance de l'Internet (FGI), mis en place en 2005 à Tunis par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en tant que forum multipartite pour les questions de gouvernance du Net. Le SMSI a reconnu "la nécessité d'une coopération étendue dans le future, afin de permettre aux gouvernements d'exercer leurs responsabilités sur un pied d'égalité dans les questions de politique générale internationale relatives au Net", et en particulier les questions "associées à la coordination et à la gestion des ressources Internet vitales."<sup>56</sup> Le SMSI a également souligné que "les progrès en direction d'une coopération étendue" doivent impliquer "toutes les organisations concernées" et "toutes les parties concernées".<sup>57</sup>

Depuis lors, le FGI a facilité et promu la coopération entre les gouvernements, les entreprises, la société civile et les internautes, permettant d'accomplir des progrès importants dans la résolution d'un large éventail de problèmes concernant l'avenir du Net. Parmi les problématiques soulevées à le FGI dans le cadre d'ateliers, de forums et autres activités impliquant des organisations internationales, des gouvernements, le secteur privé et d'autres acteurs, figurent le multilinguisme sur le Net, l'accès au Net par les personnes handicapées dans le monde, la réduction des coûts de la bande passante internationale dans les pays en développement, la sécurité en ligne, l'utilisation du Net en toute sécurité par les enfants, enfin, l'indépendance, la responsabilisation et la transparence de l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers). En tant que forum multipartite lié au Secrétariat général des Nations Unies, mais disposant d'un secrétariat indépendant, le FGI a promu avec succès la coopération étendue souhaitée par l'agenda de Tunis du SMSI.

De même, l'ICANN est une entité non gouvernementale indépendante dont le fonctionnement s'apparente à celui du secteur privé, qui recourt à un ensemble d'indicateurs uniques nécessitant une gestion et une coordination centralisées. L'ICANN ayant été créée en 1998 en tant qu'entité entièrement nouvelle et unique, il n'est guère surprenant que l'expérience ait montré depuis lors que son modèle nécessite d'être approfondi et amélioré. En particulier, certaines modifications de la charte de l'ICANN s'imposent aujourd'hui, afin de s'assurer qu'elle reste responsable vis-à-vis de ceux qui sont concernés par ses actions et ses règles. Cependant, AT&T reste également convaincue que cela reste le meilleur modèle de

---

<sup>56</sup> WSIS, Tunis Agenda, ¶¶ 69-70.

<sup>57</sup> *Id.*, ¶ 71.



gestion des noms de domaine internationaux et des systèmes d'adressage pour la poursuite de l'innovation et pour répondre aux besoins des internautes dans le monde.

AT&T considère que les questions de gouvernance du Net doivent rester sous la responsabilité de ces dispositifs et des autres dispositifs existants pour permettre un dialogue multipartite largement ouvert. L'autorité de réglementation soutient de longue date cette approche multipartite, que nous soutenons et que nous encourageons afin de continuer à progresser.

AT&T se fera un plaisir de répondre à toute question concernant ces commentaires.

Respectueusement,

Traduit de la réponse soumise en anglais à l'ARCEP le 13 juillet 2010. L'original anglais fait foi.

Contact :

Dominique Baroux  
Directeur des affaires réglementaires  
AT&T Global Network Services France  
[dbaroux@emea.att.com](mailto:dbaroux@emea.att.com)  
+33 1 41 88 45 88